SENSIBILISER ET AGIR

Au nom de la profession et de l'intérêt public

CPA Canada fait entendre la voix de la profession auprès du fédéral sur plusieurs questions d'intérêt public importantes. Elle fait bouger les choses en défendant les intérêts des citoyens canadiens et en cherchant à améliorer leur qualité de vie.

Les politiques publiques et l'idéal canadien d'une saine gestion

Plan de politiques publiques de CPA Canada

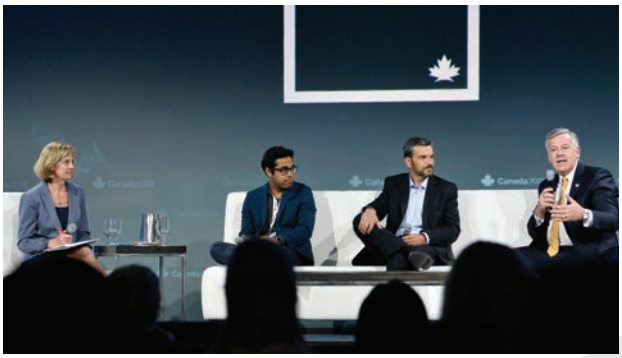
De bonnes politiques publiques améliorent la société et l'économie en traitant d'enjeux concernant tous les Canadiens. Au cours de l'exercice 2017-2018, CPA Canada a continué de contribuer à l'élaboration des politiques publiques en prenant part aux consultations avec Ottawa et en menant des études sur des enjeux d'actualité.

CPA Canada entend orienter les politiques publiques pour aider au développement économique et sociétal, dans le respect de l'idéal canadien d'une saine gestion, de façon à préserver la bonne santé de l'économie.

Les CPA bien en vue sur la colline du Parlement

CPA Canada a mis en valeur l'expertise des CPA sur un éventail de questions touchant les affaires et les politiques publiques. Pour ce faire, l'organisation a :

- dialogué avec des parlementaires et de hauts fonctionnaires clés;
- assuré, pour son analyse du budget fédéral, une vaste couverture médiatique (meilleur résultat en quatre ans avec 3,3 millions d'impressions médiatiques);
- présenté ses études sur l'économie et les politiques lors de tables rondes et de débats d'experts;
- collaboré avec ses principales parties prenantes du secteur public et d'autres associations et groupes de réflexion nationaux lors d'événements spéciaux comme ceux organisés par Canada 2020, l'Institut C.D. Howe, le Forum des politiques publiques et l'Institut de recherche en politiques publiques;



(En haut) : Francis Fong, économiste en chef de CPA Canada, prend part à une table ronde sur le travail précaire lors d'un événement organisé par *Options politiques*, magazine en ligne de l'Institut de recherche en politiques publiques.

(En bas) : Alain Côté, ancien président du Conseil d'administration de CPA Canada, prend part à une table ronde lors de la quatrième conférence annuelle Canada 2020.

- parrainé des activités à grande visibilité à Ottawa, dont le Programme de stage parlementaire, le gala La politique et l'écrit et la soirée Hill Times All Politics;
- invité deux ministres fédéraux influents à prononcer une allocution au Congrès national UNIS;
- traité dans les médias de questions fiscales, et notamment demandé un examen exhaustif du régime fiscal.

Apporter au gouvernement canadien des points de vue éclairés en fiscalité

Experte des questions fiscales qui touchent l'économie et le public, principale source de formation en fiscalité au pays, CPA Canada fait autorité dans le domaine. Ses démarches, ses indications et ses prises de position s'appuient sur les savoirs d'une centaine de bénévoles, membres de divers comités.

Les propositions du gouvernement fédéral visant l'imposition des sociétés privées ont constitué l'une des priorités de l'exercice 2017-2018. Guidée par l'intérêt du public, CPA Canada a collaboré avec le gouvernement et tenu ses membres informés tout au long du processus de consultation. Elle a fait part de son point de vue et de ses préoccupations au ministre des Finances et au Cabinet du premier ministre, et a soumis un mémoire. De plus, le Comité mixte sur la fiscalité de l'Association du Barreau canadien et de CPA Canada a présenté trois mémoires distincts traitant de la complexité technique des propositions.

Dans le budget de 2018, le gouvernement a proposé une nouvelle approche à l'égard du revenu passif tiré d'une société privée. CPA Canada juge cette approche beaucoup plus simple que les propositions initiales et félicite le gouvernement d'avoir été à l'écoute des Canadiens.

De plus, le Comité sénatorial permanent des finances nationales a fait écho, dans son rapport sur ces propositions, à la recommandation de CPA Canada de réaliser un examen de l'ensemble du régime fiscal canadien. L'organisation demeure convaincue que l'apport de modifications ponctuelles et graduelles ne constitue pas une solution durable, mais entraîne plutôt un surcroît de complexité, un manque d'efficience et des effets pervers.

Journée du budget 2018

Lorsque le budget fédéral a été déposé en février 2018, CPA Canada a joui d'une forte présence dans les médias. Sa priorité : mettre l'accent sur les mesures fiscales et réitérer son appel en faveur d'un examen exhaustif du régime fiscal. Ses commentaires ont porté notamment sur :

- la nouvelle approche du gouvernement à l'égard du revenu passif tiré d'une société privée;
- la nécessité de revoir en profondeur le régime fiscal canadien;
- une analyse (entreprise par le ministère des Finances du Canada) de la réforme fiscale fédérale américaine pour en évaluer les répercussions possibles au Canada;
- les questions relatives à l'échéancier du retour à l'équilibre budgétaire;
- des investissements supplémentaires du gouvernement du Canada visant à contrer l'évasion fiscale.

Bruce Ball, vice-président, Fiscalité, à CPA Canada et Bill Morneau, ministre fédéral des Finances, le jour de la présentation du budget à Ottawa.

Des membres de l'équipe de CPA Canada se préparent à la présentation du budget à Ottawa.

Les commentaires de CPA Canada ont été relayés dans plus de 70 articles parus dans les médias, notamment le *Globe and Mail*, le *National Post*, le *Toronto Star*, La Presse Canadienne et la chaîne de nouvelles CTV News. Cette année, la stratégie des médias sociaux était axée sur un contenu facile à transmettre à point nommé. La diversité des véhicules – animations, photos, infographies et vidéos – s'est avérée fort efficace.

Les défis de l'inégalité des revenus et du travail précaire au Canada

Au cours de l'exercice 2017-2018, l'économiste en chef de CPA Canada, Francis Fong, a signé deux rapports dignes de mention. Le premier rapport vise notamment à susciter des discussions approfondies sur l'inégalité des revenus, en donnant une image plus précise des régions où vivent les Canadiens les plus touchés (à savoir les quatre plus grandes villes du pays). L'étude a suscité l'intérêt des médias et d'autres organisations nationales du monde des affaires.

Le second rapport examine la difficulté posée par la définition du travail précaire et analyse les raisons pour lesquelles l'enjeu est aussi complexe au Canada. Révélant dans quels secteurs et groupes démographiques la précarité semble s'accentuer le plus rapidement, l'étude a trouvé un écho auprès du gouvernement fédéral et des médias. Elle a aussi été présentée à des organismes de réflexion sur les politiques publiques.

Source : *Inégalité des revenus au Canada : Le facteur urbain*, Francis Fong, économiste en chef, CPA Canada.

Lutter contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes

CPA Canada participe activement au Régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes. Dernièrement, elle a transmis au ministère des Finances ses commentaires sur la façon de lutter contre ces fléaux.

Déterminée à jouer un rôle de premier plan dans cette lutte, elle a recommandé que le pays consulte les principales parties prenantes, dont les autorités de réglementation des secteurs public et privé, et élabore avec elles un plan stratégique axé sur les risques.

Un tel plan permettra de protéger la réputation du pays et l'intégrité de son système financier, de revoir les rôles et les responsabilités des principales parties prenantes et de cerner les activités les plus urgentes, utiles et efficaces, dont :

- l'amélioration de la transparence de la propriété d'actifs canadiens pour faciliter le contrôle diligent;
- la mise en œuvre de protections adéquates contre les représailles afin d'encourager les particuliers et les organisations à dénoncer les fautes déontologiques;
- la comparaison des activités du Canada à celles de pays où les infractions criminelles liées au blanchiment d'argent et au financement d'activités terroristes font l'objet de poursuites vigoureuses.

CPA Canada tient à agir devant ces enjeux importants qui touchent tous les Canadiens. Nous sommes conscients que ces menaces, comme d'autres activités illégales et contraires à l'éthique, peuvent nuire à la réputation du Canada, à son économie et à la société.

Gouvernance et déontologie : leadership intellectuel, perfectionnement professionnel et meilleures pratiques

Professionnels de confiance, conseillers d'affaires stratégiques, les CPA agissent avec intégrité. CPA Canada aide ses membres à préserver cette réputation en leur proposant activités, cours et publications sur la gouvernance et la déontologie.

Siéger à un conseil d'administration : comment se préparer

Des tables rondes destinées aux CPA en milieu de carrière qui souhaitent devenir membre d'un conseil d'administration ont été présentées dans sept villes canadiennes par CPA Canada, en collaboration avec les organisations provinciales de CPA et Women Get on Board. On y a transmis des renseignements précieux et formulé des recommandations utiles.

Surveillance exercée par le conseil sur la collaboration entre OSBL : Questions que les administrateurs devraient poser

CPA Canada a publié un guide pratique pour les administrateurs qui supervisent des projets de collaboration et veulent faire progresser la mission de leur organisme, à l'aide de décisions fondées sur les valeurs.

Série de cours en ligne sur l'éthique

À notre époque où la transparence doit primer, l'éthique est essentielle. C'est elle qui permet au CPA de soutenir l'idéal canadien d'une saine gestion, où comportement intègre et résultat net ne s'opposent pas. C'est pourquoi CPA Canada a lancé au cours de l'exercice 2017-2018 une nouvelle série d'activités de perfectionnement professionnel en éthique accessibles en tout temps pour le chef des finances, l'auditeur et le consultant.

Formations accessibles en littératie financière : une assise solide pour l'avenir du Canada

La littératie financière joue un rôle déterminant sur la santé économique des particuliers, des collectivités, des entreprises et du pays. Le programme de littératie financière de CPA Canada, primé sur la scène internationale, continue de proposer aux Canadiens des ressources utiles et des ateliers gratuits, destinés à divers publics :

- adultes;
- aînés;
- néo-Canadiens;
- élèves des niveaux élémentaire et secondaire;
- étudiants de niveau postsecondaire;
- petites et moyennes entreprises;
- entrepreneurs;
- collectivités éloignées dans l'Arctique (NOUVEAUTÉ!);
- organismes sans but lucratif.

Grâce à ce programme, CPA Canada aide les gens à acquérir les connaissances voulues pour prendre des décisions financières éclairées et, partant, à mieux gérer leur argent. Elle applique ainsi ses valeurs liées à l'idéal canadien d'une saine gestion : croissance durable, compassion et développement sociétal.

Lisa van de Geyn, auteure, avec un exemplaire de son guide *Babie$: The Real Story of How Much They Cost,* publié par CPA Canada.

Ci-dessous, Vivian Leung, directrice de projets principale, Fiscalité, à CPA Canada lors du lancement de l'ouvrage à Vancouver.

Littératie financière : faits saillants

- Publication du livre *Babie$: The Real Story of How Much They Cost*
- Prix d'excellence en matière de promotion de la littératie financière (EIFLE)
- Création de partenariats importants (collectivités, monde des affaires, gouvernement)
- Cinq nouveaux ateliers, dont certains pour étudiants et néo-Canadiens
- Prix Initiative de leadership intellectuel de l'année remis par deux périodiques du R.-U.
- Présentation de 1 900 ateliers à 50 000 Canadiens
- Programmes étendus en Arctique, à la Barbade et en Colombie-Britannique

Programme de mentorat Martin / CPA Canada pour les élèves autochtones du secondaire

Occasions de mentorat pour les jeunes

CPA Canada accorde une très grande importance au dialogue avec les communautés autochtones du pays. Elle est fière de collaborer avec l'Initiative de la Famille Martin pour offrir à des élèves du secondaire autochtones un programme de mentorat spécialisé qui les jumelle avec des comptables professionnels.

Le programme vise à relever le taux de diplomation au secondaire, à inciter les élèves à faire des études postsecondaires et à les aider à faire carrière en comptabilité ou en affaires. Offert dans 27 écoles de 7 provinces, il met l'accent sur une inclusivité respectueuse des cultures autochtones. Au cours de l'exercice 2017-2018, CPA Canada a bénéficié du concours de nouvelles équipes de mentorat du Bureau du vérificateur général du Canada et du Bureau du contrôleur général, et a établi un projet pilote avec CPA British Columbia.

Nouvelles possibilités de carrière

CPA Canada a conclu un protocole d'entente avec AFOA Canada pour accroître le nombre d'Autochtones faisant carrière en comptabilité et en affaires, et soutenir le renforcement des compétences et l'autodétermination financière des communautés autochtones.

Le protocole d'entente vise l'arrimage du programme menant au titre de gestionnaire financier autochtone accrédité (GFAA) d'AFOA Canada et du programme de Certification avancée en comptabilité et finance (CACF) de CPA Canada. Ce travail devrait déboucher sur de nouvelles occasions de collaboration et d'avancement professionnel, et donner lieu à des équivalences de crédits dans les deux programmes. En outre, CPA Canada a entrepris un projet conjoint avec AFOA, financé par Emploi et Développement social Canada (EDSC), qui comprend des formules de mentorat et vise l'harmonisation accrue des deux programmes.

Programme de mentorat Martin / CPA Canada pour les élèves autochtones du secondaire